



Communiqué de presse : Restructuration de l'INRA

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Document réalisé le 29/10/09 consultable en intranet : <http://www.inra.fr/intranet-cgt/> – et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

Des évènements d'une grande incidence sur la recherche agronomique publique sont en passe de se produire à l'encontre de ce que les citoyens attendent. Vous sachant attentifs à ces questions, notre syndicat national souhaite attirer votre attention sur ces orientations.

Créé en 1946, l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) a adopté en 1984 le statut d'Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST) de recherche agronomique français. Il est encore le deuxième au rang mondial pour sa production scientifique. Il avait pu ainsi développer jusqu'à ce jour des recherches sur un vaste ensemble de questions relatives à l'agriculture, à l'alimentation et à l'environnement en toute indépendance des lobbies privés qui visent fondamentalement à maximiser leurs profits sur le commerce des denrées agricoles et de leurs services environnementaux.

Déjà largement entachée de dévoilements récents (collusion affichée entre les firmes agro alimentaires et la Direction Générale, influence grandissante des compagnies de biotechnologies intéressées au développement immédiat de plantes transgéniques, entrée en force des représentants privés dans les instances de direction nationales et régionales, paiements de prestations à des directeurs de recherche dans des réunions publicitaires, etc.), **cette indépendance est aujourd'hui tout simplement menacée de disparition.**

Acte 1 de la restructuration : le Consortium...

Le premier acte a été la création d'un cadre contraignant : le *Consortium national pour l'agriculture, l'alimentation, la santé animale et l'environnement*, dirigé par la PDG de l'INRA et qui rassemble quatre ensembles universitaires et deux organismes dont un EPIC (Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial).

Et maintenant, l'acte 2 !

Parallèlement, la Direction Générale a préparé le second acte de restructuration de l'INRA depuis des mois, en secret, avec un **cabinet privé de conseil en management** et entend la mettre en place **dès le 1er janvier 2010**. Pendant ce temps, elle distille dans les médias des propos rassurants masquant la réalité crue du délabrement organisé du service public, et tandis qu'un **profond malaise s'étend dans tout l'organisme.**

En effet, en menant au bout la restructuration prévue par la Direction pour les soumettre au prochain contrat d'objectif avec les ministères de tutelle :

- on n'aurait **plus que des groupes de scientifiques réunis de gré ou de force le temps de projets à quatre ou cinq ans, se servant en clients de techniciens regroupés sur des plates-formes sans mission de recherche, mises en compétition, et ayant des contrats ponctuels avec des services administratifs étendant leur tutelle sur les agents travaillant actuellement dans les départements de recherche.**
- Les départements de recherche, actuellement garants de la cohérence nationale de l'organisme sur des bases scientifiques, seraient pour la plupart liquidés ou amputés de leurs prérogatives essentielles.
- Seuls seraient soutenus financièrement - salaires compris - les laboratoires retenus dans le cadre de programmes décidés au gré d'accords stratégiques entre la direction et les entreprises, les agences extérieures ou le gouvernement.

La DG veut aussi instaurer une sorte de **course généralisée à la prime** pour une minorité de méritants alors que c'est l'ensemble de la recherche qui solidairement doit être mobilisée.

Beaucoup de chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs s'élèvent aujourd'hui contre cet élitisme insensé qui va détruire leurs collectifs de travail, qui sont aussi un bien de la Nation.

A terme, s'annoncent la transformation du statut de l'établissement de recherche et sa fusion avec d'autres organismes fonctionnant plus ou moins déjà ainsi (comme par exemple le CIRAD).

La privatisation complète de la recherche agronomique serait alors achevée, par pure orientation idéologique et à l'inverse de l'attente des citoyens !

Comme celle des télécoms, de l'énergie, de la poste, de l'université, du CNRS, de l'ONF, des DDE... cette réforme de la recherche agronomique va à l'encontre de l'intérêt des populations.

Nous vous invitons à prendre la mesure de l'enjeu en consultant l'ensemble des informations plus détaillées qui sont sur notre site¹ ou à nous contacter.

Signataires, les Secrétaires Nationaux de la CGT de l'INRA :

Christiane Bœuf, Alain Pointillart, Alain Roques, Pascal Tillard, Jean-Charles Valette

Pour tout contact :

- **Jean-Louis DURAND**, observateur CGT au Conseil Scientifique National de l'INRA
tél : 05.49.55.60.94
- **Pascal TILLARD**, élu CGT au Conseil d'Administration de l'INRA
tél : 04.99.61.26.78

¹ <http://www.inra.cgt.fr/actualites/defense-recherche/inra-cirad.htm>
http://www.inra.cgt.fr/actions/conseil-scientifique/tract_partenariatsINRA.pdf
http://www.inra.cgt.fr/actions/conseil-scientifique/Semences_ogm_brevets_Fnaf_CgtInra.pdf
<http://www.inra.cgt.fr/actualites/messages/18mai09.htm>
<http://www.inra.cgt.fr/actualites/tracts/suppression-part-chercheur13fev09.pdf>